

Vingt grandes aires urbaines normandes aux trajectoires diversifiées

En Normandie, vingt grandes aires urbaines structurent le territoire. Elles concentrent la population et l'emploi. Elles sont le lieu de déplacements domicile-travail importants. Si, globalement, la croissance de la population des grandes aires urbaines a ralenti, certaines continuent de croître en population, notamment Caen et Rouen qui, dans la période récente, ont renforcé leur place centrale au sein des territoires de la région. D'autres perdent des habitants, parfois sous l'effet des difficultés économiques.

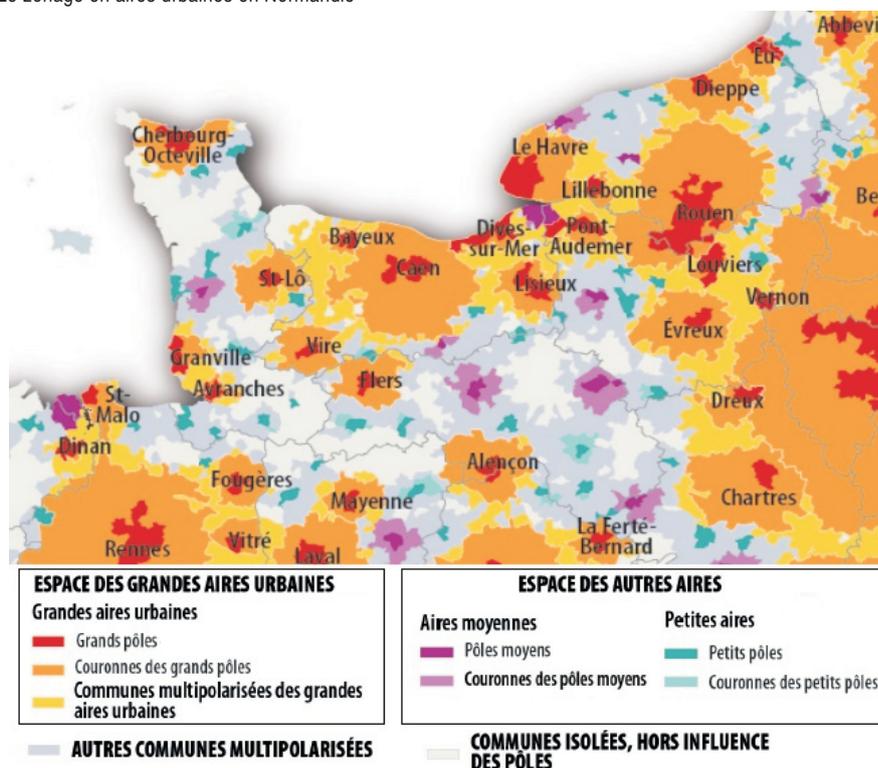
En regroupant 2 181 700 habitants en 2013, les vingt grandes aires urbaines (GAU) (*définitions*) de Normandie englobent les trois quarts de la population régionale. Pour importante qu'elle soit, la concentration de la population normande dans les espaces les plus urbanisés reste un peu inférieure à celle observée dans la France de province où, en moyenne, les grandes aires urbaines abritent 79 % des habitants. Cette moindre concentration de la population dans les GAU traduit l'importance du maillage territorial par les petites villes et les gros bourgs qui, à bien des égards, reste une particularité normande. Les pôles urbains moyens et petits ainsi que les communes rurales qu'ils polarisent concentrent en effet 19 % de la population en Normandie, contre 16 % en province. Cette permanence du maillage territorial constitué par les petites villes s'observe tout particulièrement dans les trois départements de l'ancienne Basse-Normandie (*illustration 1*).

Depuis les années 1970, l'extension des couronnes et leur densification (« l'étalement urbain ») ont permis aux grandes villes d'accroître leur emprise territoriale. Au sein de ce mouvement général, les systèmes urbains normands se distinguent par certains traits. Les Normands qui habitent dans une grande aire urbaine vivent pour les deux tiers dans le pôle urbain (*voir définitions*), et pour un tiers dans la couronne urbaine. Dans la France de province, la part des couronnes n'est que de 29 %. Les couronnes, tout comme les pôles, sont plus densément peuplés en Normandie qu'en moyenne au sein des autres régions.

L'étalement urbain s'est traduit par la forte augmentation de la population dans les couronnes, mais aussi par la fin de la croissance des pôles. En Normandie, la

1 Le maillage du territoire par les petites villes est une spécificité normande

Le zonage en aires urbaines en Normandie



Source : Insee, zonage en aires urbaines 2010

population des pôles diminue (*illustration 2*), cette baisse contribuant fortement à la décélération de la croissance démographique des grandes aires urbaines normandes observée depuis les années 1990. De fait, la croissance démographique des GAU est passée en deçà de celle de la région au début des années 2000.

La population des pôles urbains baisse, celle des couronnes augmente

L'évolution différente entre les pôles et les couronnes s'explique par deux phénomènes.

En premier lieu, les jeunes couples se sont installés et s'installent encore, nombreux, dans les couronnes urbaines, venant des villes-centres ou des zones rurales. Le rythme de croissance de la population des couronnes due aux « entrées-sorties » a certes faibli dans la période récente (+ 0,4 % par an entre 2008 et 2013, contre + 0,6 % entre 1999 et 2008), mais l'excédent des naissances sur les décès reste, quant à lui, important, et contribue à la hausse de la population à raison de + 0,5 % par an sur la période 1999-2008. Les deux contributions (solde naturel et solde des

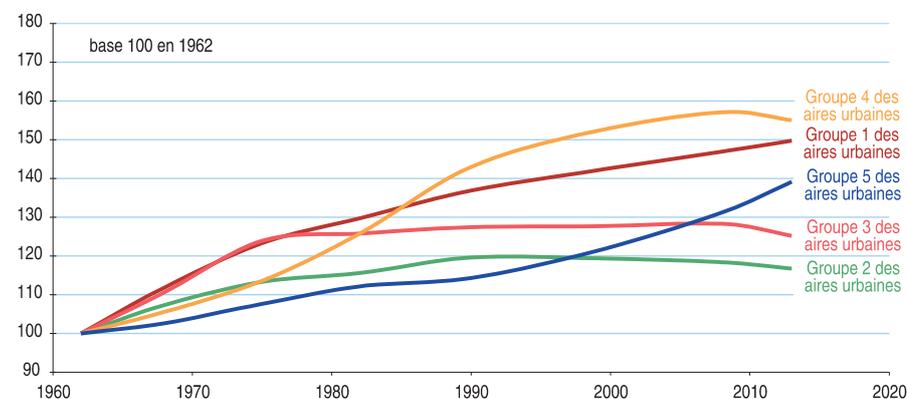
Les systèmes urbains en Normandie

entrées-sorties) cumulent donc leurs effets pour faire croître la population des couronnes. Au sein des pôles, à l'inverse, le vieillissement de la population fait que les naissances y sont moindres. La croissance permise par l'excédent des naissances sur les décès est ainsi passée de + 1,1 % par an du début des années 1960 au milieu des années 1970, à + 0,6 % par an dans les années 1990, puis à + 0,4 % par an entre 2008 et 2013. D'autre part, des habitants quittent les villes-centres pour se loger dans les périphéries. L'afflux dans les villes-centres a laissé place à un mouvement contraire dès le milieu des années 1970. Après avoir culminé à - 0,8 % par an, la contribution du solde des « entrées-sorties » des pôles des grandes aires urbaines à l'évolution de la population se situe à - 0,6 % par an depuis le début des années 2000.

En 2014, seules cinq grandes aires urbaines normandes dépassent 100 000 habitants : ce sont les aires urbaines de Rouen (660 000 habitants) et de Caen (405 000 habitants), également les plus étendues ; celles du Havre (290 000 habitants) et de Cherbourg-Octeville (117 000 habitants)⁽¹⁾, les deux grandes villes portuaires normandes ; enfin, celle d'Évreux (112 000 habitants), le chef-lieu du département de l'Eure. L'aire urbaine d'Alençon, préfecture de l'Orne, n'abrite que 68 000 habitants. Celle de Saint-Lô, préfecture de la Manche, en compte 53 000. Ces trois dernières aires urbaines sont très marquées par la fonction administrative de la ville-centre.

3 Sur la période récente, la population des aires de Pont-Audemer et Granville (groupe 5) augmente fortement

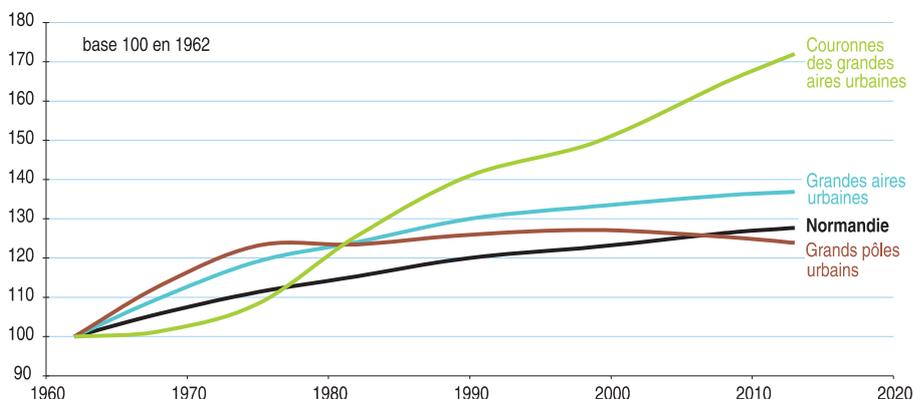
Évolution de la population des groupes d'aires urbaines (base 100)



Source : Insee, recensements de la population

2 La population des couronnes augmente, celle des pôles urbains baisse

Évolution de la population selon la catégorie de zonage en aires urbaines (base 100)



Source : Insee, recensements de la population

Sept grandes aires urbaines conservent une forte vocation industrielle : **Vire** et **Flers**, dans l'ancienne Basse-Normandie, **Eu**, **Dieppe**, **Louviers** et **Vernon**, qui font partie d'un vaste ensemble de villes centré sur **Rouen**, et **Lillebonne**, plutôt tournée vers le Havre. À elles sept, elles ne concentrent toutefois que 16 % de l'emploi industriel régional. Trois autres vivent largement du tourisme : **Granville**, **Dives-sur-Mer** et **Avranches**.

Huit grandes aires urbaines en croissance démographique

Le caractère de chaque aire urbaine influe sur son développement. Ainsi, parmi les **huit grandes aires urbaines** dont la population croît entre 2008 et 2013 figurent les deux anciennes capitales régionales, Rouen

et Caen, deux sièges de préfectures, Evreux et Saint-Lô, et deux villes touristiques, Granville et Avranches (*annexe 1*). Figurent aussi dans ce groupe Pont-Audemer et Bayeux, géographiquement proches des plus grandes aires urbaines. En revanche, aucune ville industrielle n'entre dans ce groupe.

Au sein de ces aires urbaines les plus dynamiques, **Pont-Audemer** et **Granville** (*groupe 5*) font figure d'exception. **Pont-Audemer** affiche une croissance annuelle de sa population de + 2 % par an entre 2008 et 2013 (*illustration 3*), de très loin la plus importante des grandes aires urbaines normandes. C'est l'excédent des arrivées sur les départs qui en explique l'essentiel. Peu éloignée tant de Rouen que du Havre et même de Caen, sa situation géographique explique largement cette forte croissance. L'évolution de l'emploi accompagne celle de la population : la croissance démographique entraîne en effet le dynamisme de la construction, du commerce et des services. **Granville** se signale aussi par une forte progression de l'emploi entre 2008 et 2013. L'économie locale se développe grâce au tourisme et aux services de santé. Au total, les effectifs dans le tertiaire ont bondi de 10 %. Granville se distingue par la part importante des résidents de plus de 65 ans : 28 %, soit le record des grandes aires urbaines normandes. L'une des conséquences de ce succès auprès des retraités est toutefois un solde naturel très négatif, le plus bas des aires urbaines normandes.

Les deux anciennes capitales régionales, **Caen** et **Rouen** (*groupe 1*), affichent elles

(1) L'aire urbaine de Cherbourg-Octeville s'arrête à Gréville-Hague et à Branville-Hague, à l'Ouest, et n'inclut donc pas Beaumont-Hague.

Les systèmes urbains en Normandie

aussi une croissance de la population supérieure à la croissance normande. Mais à Caen, cette croissance ne cesse de faiblir. De l'ordre de + 2 % par an des années 1960 au début des années 1970, elle passe à + 0,5 % entre 1999 et 2008 et + 0,4 % entre 2008 et 2013, sous l'effet cumulé de la moindre attractivité de la couronne et du dépeuplement du pôle central. A **Rouen**, la croissance se maintient autour de + 0,3 % depuis le début des années 1990, grâce à une attractivité croissante de la couronne et au maintien de l'excédent naturel au sein du pôle.

Ensemble, ces deux aires urbaines concentrent près d'un emploi sur deux localisé en

Normandie. En 2013, l'emploi a dépassé son niveau de 2008 à Caen, mais pas encore à Rouen, où il reste en retrait de - 0,7 %. La faiblesse du rebond d'après-crise à Rouen s'y traduit par une aggravation du chômage plus forte qu'à Caen.

A **Saint-Lô** et à **Évreux**, la population croît au rythme annuel de + 0,5 % pour la première et + 0,3 % pour la seconde. Évreux attire peu de nouveaux habitants. Le dynamisme démographique de l'aire urbaine repose exclusivement sur la jeunesse de sa population et l'excédent des naissances sur les décès qu'elle entraîne. À **Saint-Lô**, la situation est inverse : l'aire urbaine profite d'une certaine attractivité,

alors que le solde naturel est négatif. Il existe un point commun, cependant, entre ces deux chefs-lieux de département : tous deux restent à la recherche d'un nouveau souffle économique.

Avranches, la plus petite des vingt grandes aires urbaines normandes, augmente sa population entre 2008 et 2013 (+1,5%), comme Granville sa voisine (+2,2%). Elle affiche le taux de chômage le plus faible de Normandie (9 %).

Quant à l'aire urbaine de **Bayeux**, elle évolue dans le sillage de Caen, sa population croissant à la faveur d'une attractivité retrouvée, notamment auprès d'actifs

Concentration de l'emploi dans les grandes aires urbaines

En 2013, les grandes aires urbaines normandes agglomèrent 70 % des emplois de la région. Cette situation est le produit d'une tendance de long terme qui, pour être lente (il y a quarante ans, les grandes aires urbaines offraient déjà 67 % des emplois), n'en est pas moins réelle.

En quarante ans, globalement, l'emploi dans la région a augmenté. Il est passé de 1 179 000 en 1975 à 1 290 000 en 2013⁽²⁾. Ce surcroît d'emplois profite seulement aux villes (*voir tableau*), et surtout aux grands pôles urbains. Car, sur cette période, l'emploi se transforme aussi : l'emploi agricole s'effondre, l'emploi dans l'industrie baisse fortement et le tertiaire prend le relais.

La croissance du tertiaire est spectaculaire dans les couronnes urbaines (moins de 40 000 emplois en 1975, près de 100 000 en 2013). Cette forte croissance accompagne l'afflux de nouveaux habitants.

Les aires urbaines ne connaissent pas toutes la même croissance de l'emploi. Sur la période 1975 à 2013, celles de Caen et d'Évreux se signalent par de fortes augmentations. En Seine-Maritime, l'emploi croît de façon assez modeste à Rouen, et stagne au Havre.

L'emploi de 1975 à 2013

	Emploi 2013					Emploi 1975				
	Effectifs	Parts par grands secteurs (%)				Effectifs	Parts par grands secteurs (%)			
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire
Grandes aires urbaines (*)	898 792	1,7	14,5	7,0	76,8	785 095	6,9	32,6	8,5	52,0
<i>dont Pôles</i>	740 887	0,5	13,6	6,0	79,9	639 245	1,7	32,0	8,6	57,8
<i>dont Couronnes</i>	157 905	7,2	18,7	11,6	62,6	145 850	30,0	35,3	8,1	26,7
Rouen	263 432	1,2	12,2	7,5	79,1	244 220	4,3	34,1	8,0	53,6
Caen	169 157	1,7	11,2	7,1	80,0	121 980	6,9	29,7	9,3	54,1
Le Havre	119 539	0,8	16,1	6,5	76,5	120 795	3,3	30,4	9,0	57,2
Cherbourg-Octeville	43 512	2,0	15,6	6,0	76,4	37 225	9,9	34,4	7,0	48,7
Evreux	49 572	1,3	12,0	6,3	80,5	36 800	6,1	30,7	8,1	55,1
Dieppe	31 254	2,5	21,9	6,1	69,6	30 335	10,1	33,9	7,9	48,1
Alençon	28 056	3,0	9,9	7,8	79,3	28 155	12,1	28,4	8,7	50,8
Saint-Lô	24 979	3,2	9,2	7,2	80,5	21 920	19,8	17,8	8,4	54,0
Normandie	1 289 563	3,6	16,5	7,5	72,4	1 178 915	14,7	30,8	8,3	46,2
Normandie hors GAU	390 771	8,0	21,3	8,7	62,0	393 820	30,1	27,2	8,1	34,6

(*) Partie Normandie des GAU

Sources : Insee, recensements de la population

(2) Toutefois, il faut noter que la définition de l'activité a changé dans les enquêtes de recensement de la population menée à partir de 2004. La notion d'activité a été élargie, et des emplois occasionnels ou de courte durée ont été intégrés dans les chiffres de l'emploi tirés du recensement. La comparaison entre les années précédant 1999 et les recensements suivants est donc délicate.

Les systèmes urbains en Normandie

travaillant à Caen. En revanche, l'emploi sur place ne suit pas. En 2013, il est même en recul de près de 4 % par rapport à 2008.

Dans six grandes aires urbaines : baisse de la population et reprise hésitante de l'emploi après la crise

À Vire (**groupe 2**), la baisse de population est très faible, les naissances compensant les décès et les arrivées étant presque aussi nombreuses que les départs. L'industrie locale, assez diversifiée et bien implantée, avec l'agroalimentaire comme secteur dominant, a permis à ce territoire rural et industriel de relativement bien traverser la crise. À **Dieppe**, septième aire urbaine de Normandie en termes d'habitants, la baisse de la population est plus prononcée. Elle s'explique par des départs assez importants. Ces départs modifient peu à peu la structure de la population : ils accentuent son vieillissement, ce qui conduit à la dégradation du solde naturel. D'autre part, l'emploi baisse également. Le recul y est

toutefois moins fort que dans d'autres bassins industriels, en raison du poids du secteur de l'énergie qui, lui, crée des emplois.

Au **Havre** et à **Cherbourg-Octeville**, la baisse de la population est de - 0,2 % à -0,3 % par an entre 2008 et 2013. Cette baisse prolonge une tendance ancienne, explicable par un manque d'attractivité. Au Havre, le dépeuplement engendré par ces départs est même important. Par ailleurs, au Havre comme à Cherbourg-Octeville, l'emploi baisse. Au Havre, la crise de 2008-2009 a accéléré les pertes d'emplois dans certains bastions industriels (pétrochimie, automobile). S'y ajoutent celles dans le tertiaire marchand liées aux fluctuations de l'activité portuaire. À Cherbourg-Octeville, même si la construction navale a continué de perdre des emplois, l'industrie a globalement mieux résisté. Localement, l'agroalimentaire y est même en croissance.

À **Lisieux** et à **Alençon**, le recul démographique s'explique surtout par l'effritement

de l'attractivité des couronnes urbaines, auquel s'ajoute un lent dépeuplement du pôle central. Malgré cela, à Lisieux, la baisse de l'emploi est presque imperceptible. À Alençon, elle est plus importante, des pertes d'emplois dans le tertiaire et dans la construction s'ajoutant aux suppressions de postes dans l'industrie.

Dans quatre grandes aires urbaines de tradition industrielle : baisse de population, recul important de l'emploi et fort taux de chômage

À **Flers, Vernon, Eu** et **Lillebonne** (**groupe 3**), les indicateurs traduisent une baisse de la population et une perte d'emplois, parmi lesquels de nombreux emplois industriels (*illustration 4*). Difficultés économiques, vieillissement de la population et départs se conjuguent, voire s'alimentent.

À **Eu**, territoire de forte implantation d'une industrie traditionnelle, la baisse de la

Des déplacements domicile-travail surtout des périphéries vers les centres, mais pas seulement...

Les grandes aires urbaines ont des morphologies différentes. Les plus grandes, Rouen et Caen, sont dotées d'une couronne étendue, plus ou moins peuplée. À Caen, la couronne urbaine abrite un habitant de l'aire urbaine sur deux. À Rouen, c'est moins de 30 %. De ce point de vue, Evreux, Dieppe et Saint-Lô ressemblent à Caen, avec des proportions d'habitants dans la couronne de 46 %, 53 % et 54 %. À l'inverse, les espaces urbains plus petits sont composés presque exclusivement d'un pôle, sans véritable couronne, comme Louviers, Dives-sur-Mer ou Vernon.

Par ailleurs, les emplois sont généralement concentrés dans le pôle, les couronnes étant plutôt des espaces résidentiels. À Caen, la part du pôle dans l'emploi est de 73 %. À Rouen et au Havre, elle est de 85 % (*tableau ci-dessous*).

Les déplacements domicile-travail sont d'autant plus importants que la couronne est étendue et que la concentration de l'emploi dans le centre est élevée. À Rouen, Caen et Le Havre, pour les habitants de la couronne ayant un emploi, le lieu de travail est dans le centre une fois sur deux.

D'autres aires urbaines sont structurées différemment par les déplacements. Ainsi, à Cherbourg-Octeville, une partie des actifs ayant un emploi rejoint son emploi dans la pointe de la Hague, où se trouve l'établissement Areva. Ceux de Bayeux font la navette vers Caen. À Louviers, la destination principale est Rouen, et pour Vernon, c'est l'Île-de-France.

Par ailleurs, les grandes aires urbaines attirent aussi des navetteurs habitant au-delà de leurs frontières. La proportion d'actifs occupant un emploi dans une aire urbaine normande, mais habitant en dehors, est faible à Rouen et à Caen, beaucoup plus élevée à Evreux et à Saint-Lô.

Navettes domicile-travail des déplacements de la périphérie vers le centre

Aire urbaine	Part des emplois de l'aire urbaine localisés dans le pôle urbain	Localisation de l'emploi, pour 100 actifs occupés de l'aire urbaine						Part des emplois de l'aire urbaine occupés par une personne habitant à l'extérieur
		Pour 100 actifs occupés habitant le pôle, nombre de lieux de travail...			Pour 100 actifs occupés habitant la couronne, nombre de lieux de travail...			
		...dans le pôle	...dans la couronne	...ailleurs	...dans le pôle	...dans la couronne	...ailleurs	
Rouen	85	84	4	12	50	30	20	13
Caen	73	79	10	10	51	35	14	13
Le Havre	85	87	6	7	48	32	20	17
Cherbourg-Octeville	88	75	2	23	48	20	32	18
Evreux	80	72	6	22	46	25	29	31
Dieppe	66	73	12	15	40	37	23	22
Alençon	85	81	5	15	55	24	21	24
Saint-Lô	79	73	6	21	44	26	30	35

Sources : Insee, recensement de la population 2013

Les systèmes urbains en Normandie

population est visible depuis les années 1980. L'accélération est brutale depuis 2008. Le pôle urbain vieillit et se dépeuple fortement. **Flers** est dans une situation similaire, même si la baisse de la population est moins accentuée. L'emploi diminue au même rythme à Eu et à Flers : entre 2008 et 2013, la baisse est de - 6 %. La crise de 2008-2009 a accéléré les pertes d'emplois dans l'industrie.

À **Vernon**, la baisse de la population est plus récente, due en partie au manque d'emplois sur place, que la crise a aggravé et que dénote aussi la forte croissance du taux de chômage entre 2008 et 2013. Ce taux de chômage atteint 18 % en 2013, le deuxième le plus important en Normandie. À **Lillebonne** également, la baisse de population est récente. Sous l'effet de la crise, l'emploi industriel y baisse fortement, en premier lieu dans l'industrie chimique, le secteur dominant dans cette zone. Ces difficultés économiques ne favorisent pas l'installation de nouveaux actifs.

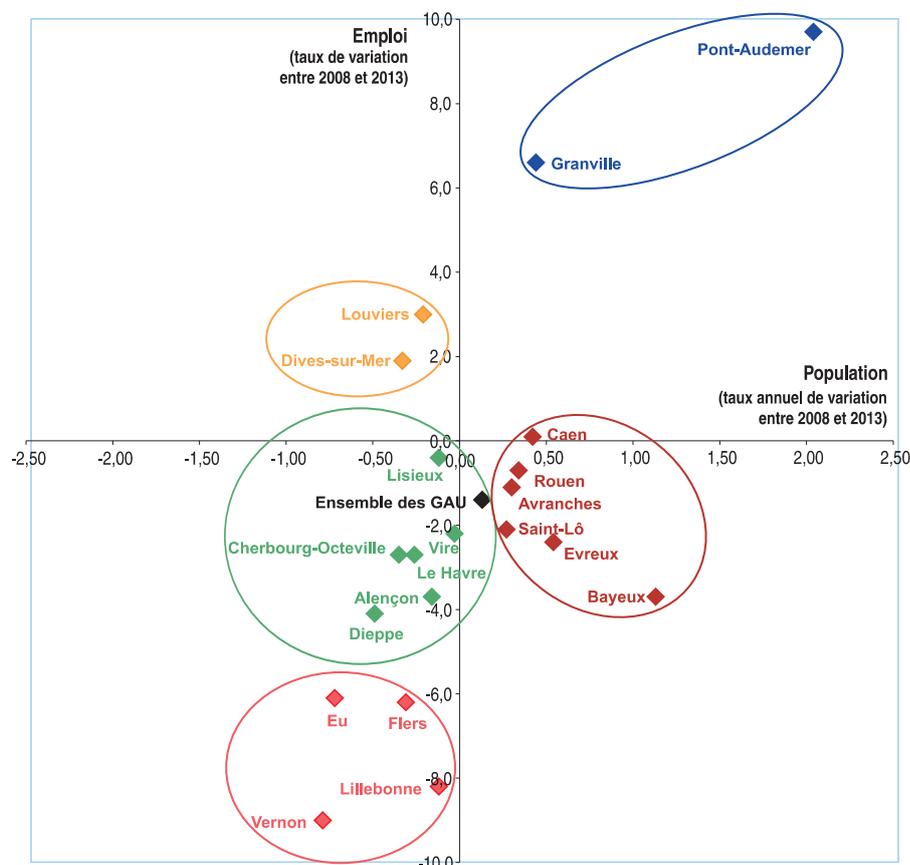
Deux grandes aires urbaines dont l'emploi est en croissance mais l'évolution de la population incertaine

Louviers et **Dives-sur-Mer** (groupe 4) sont très différentes. La première est dans l'orbite de Rouen et représente un pôle industriel majeur dans la région, quoique affecté d'un chômage chronique, tandis que la seconde, assez indépendante des métropoles normandes que sont Caen, Rouen et Le Havre, vit du tourisme et de l'installation de populations âgées venant souvent de la région parisienne. Dans la première aire urbaine réside une population plutôt jeune, dans la seconde une population plutôt âgée. Les deux aires urbaines connaissent des changements notables ces dernières années.

À **Dives-sur-Mer**, les années récentes ont été marquées par des départs aussi importants que les arrivées. Pour la première fois

4 Entre 2008 et 2013, les aires de Vernon, Lillebonne, Flers et Eu (groupe 3) perdent des emplois et de la population

Évolution 2008-2013 de l'emploi et de la population des grandes aires urbaines normandes



Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2013

depuis la fin des années 1970, la population de cette aire urbaine a baissé entre 2008 et 2013 (-1,6%). À **Louviers**, jusqu'au milieu des années 2000, le moteur de la croissance démographique était l'excédent des naissances sur les décès, mais le solde naturel est désormais négatif. Louviers a ainsi basculé dans la catégorie des aires urbaines qui perdent des habitants.

Si ces deux aires urbaines sont confrontées pour la première fois à la baisse de la population, elles se portent relativement bien du point de vue de l'économie. L'emploi

augmente, y compris dans certaines branches industrielles, comme la pharmacie à **Louviers**. De plus, la croissance de la population antérieure au milieu des années 2000 a favorisé l'expansion des services non marchands. Cependant, cette bonne santé économique, profitant relativement peu à la population active locale, n'a pas stoppé la croissance du chômage. Le taux de chômage atteint 18,5 % à Louviers en 2013, plus de quatre points de plus qu'à Rouen. À Dives-sur-Mer, il reste proche de la moyenne régionale. ■